

## Réalités méconnues et occultées Marchons-nous sur la tête ? (13 décembre 2013)

Dans le monde moderne, chacun peut constater qu'en ce qui concerne l'alimentation ou l'habillement les gens se contentent de plus en plus de produits de médiocre qualité et choisissent de plus en plus les prix les plus bas. Question de niveau de vie ? Peut-être mais pas nécessairement : pour les Smartphones cette règle ne joue pas, chacun remplace sans hésiter un produit qui marche encore par un autre plus performant mais aussi beaucoup plus cher. Pour l'énergie électrique cette règle ne joue pas du tout puisque beaucoup souhaitent remplacer ce qui marche par quelque chose de beaucoup moins performant et de beaucoup plus cher ! Pourquoi de telles différences de comportement ? Pourquoi la rationalité n'a-t-elle pas cours en ce qui concerne l'électricité ?

*Le bon sens semble disparaître, en tout cas l'esprit critique fait largement défaut.*

En effet s'agissant d'électricité le public souhaite sans cesse plus d'énergies renouvelables, en l'occurrence éolienne ou photovoltaïque, celles-ci sont cependant clairement les plus coûteuses. Ces énergies sont subventionnées par le consommateur via la CSPE (Charges de Service Public de l'Electricité) figurant au bas de chaque facture, celui-ci paie donc les subventions et pourtant se comporte comme s'il ne le savait pas.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le montant de la CSPE doit à nouveau augmenter en raison du soutien aux énergies renouvelables (ENR) et à la cogénération, de la péréquation nationale (subvention aux résidents des îles) et des charges sociales de soutien aux consommateurs en situation précaire. Le premier poste qui représente plus de la moitié du total devrait croître de quelque 22% mais il n'est pas certain qu'EDF soit autorisé à répercuter une telle hausse bien que le retard de compensation déjà supporté par EDF depuis plusieurs années (dette de l'Etat vis-à-vis d'EDF) soit déjà très élevé, de l'ordre de 4 milliards d'euros. La CSPE se monte d'ores et déjà à 25 % de la part énergie proprement dite de chaque facture, ce qui est considérable, et s'accroît beaucoup plus vite que cette dernière. Cela n'empêchera pas les commentateurs de répéter à qui mieux mieux à l'occasion de la prochaine hausse que celle-ci est due aux coûts du nucléaire (allongement de la durée de vie des réacteurs, suites de Fukushima,..), air connu.

La France doit, dit-on, s'engager dans la transition énergétique, certes mais laquelle ? et suivre l'exemple allemand : plus d'ENR et moins de nucléaire dans un premier temps, avant une disparition à l'horizon 2035/2040 selon les tenants du programme NegaWatt très en cour aujourd'hui. Le public, qui approuve semble-t-il une telle tendance, sait-il seulement que les conséquences en seraient catastrophiques dans tous les domaines, pour chacun comme pour le pays ? Non, et on se contente de le bercer d'illusions : le vent comme le soleil ne sont-ils pas gratuits ? Pourtant, il faut bien sûr une transition : réduire autant que possible, à la fois la consommation d'énergie et le recours aux énergies carbonées (charbon, fuel et gaz) mais parier sur les seules ENR, comme certains le font, est un pari insensé, les allemands qui ont fait ce pari à l'horizon 2050 s'en rendront compte bien avant cette date et sans doute assez prochainement.

En Allemagne on ne dit pas toujours la vérité sur le coût de la transition : curieusement le sujet n'a même pas été abordé pendant la dernière campagne électorale malgré quelques grognements observés dans la presse; l'hebdomadaire *Der Spiegel* en particulier n'a guère hésité à parler de fiasco (coût d'ensemble, relance du charbon, extension du réseau et implantation de stations de pompes mécontentant les écologistes comme les nostalgiques du nucléaire,...). Au lendemain de l'élection, dès le début des négociations pour la formation de la

nouvelle coalition gouvernementale, il a été, semble-t-il, convenu d'accélérer le développement des ENR (60% en 2030) tout en allégeant le soutien et de renforcer le soutien au développement du charbon (lignite et importation du charbon US), tant pis pour le climat mais priorité à l'économie ! L'opinion publique n'étant pas préparée et les lobbies verts étant puissants en Allemagne, gageons que le virage ne sera pas facile à opérer :

En Belgique les citoyens ne semblent guère bien informés, un récent sondage ne vient-il pas de révéler que 74% des francophones préfèrent les ENR au nucléaire, les énergies renouvelables sont, selon eux, l'énergie de l'avenir (93%), sous-exploitées (91%), fiables (84%), ne produisent pas de déchets (84%), réduiraient les coûts (72%) et créeraient plus d'emplois (70%). Nous attendons avec appréhension les résultats d'un sondage chez les flamands ! La récente décision de la Chambre de prolonger de 10 ans la durée de vie de Tihange 1, la plus ancienne des centrales nucléaires belges, semble un signe du grand décalage entre les décideurs et l'opinion publique. Une chose est sûre d'ores et déjà, ELIA, le gestionnaire du réseau électrique belge, déjà inquiet il y a un an de l'indisponibilité de deux réacteurs nucléaires, vient d'alerter les pouvoirs publics sur un risque de pénurie durable et de black-out à échéance de un ou deux ans.

Autre bizarrerie : les prix de gros de l'électricité en Europe sont bas, de 38 à 43 €/MWh alors que le coût complet moyen de production pour de nouvelles installations est compris entre 70 et 100 €/MWh, cas du futur nucléaire (EPR) et de l'éolien terrestre; l'éolien offshore très tendance en Allemagne comme en France est proche de 200 €/MWh et le solaire photovoltaïque peut monter jusqu'à 300 €/MWh.

Aucun électricien ne peut donc, avec les prix actuels, financer la construction des installations qui seront nécessaires dans l'avenir et, de fait, il n'y a plus de grands projets nouveaux en Europe en dehors des énergies renouvelables très subventionnées.

On a du mal à imaginer comment, dans quelques années, l'équilibre offre – demande pourrait s'établir. Au surplus d'anciennes unités qui ne répondent plus aux normes vont être déclassées et, surtout en Allemagne, des centrales à gaz à cycle combiné, très modernes et à haut rendement mais ne tournant que quelques jours par an, vont être arrêtées victimes économiques du soutien à l'énergie éolienne. Ceci est très paradoxal : ces centrales qui sont éminemment nécessaires pour suppléer à l'intermittence les éoliennes vont être condamnées du fait des avantages excessifs et durables accordés à l'éolien : prix de rachat très élevés, priorité d'accès au réseau en toute occasion. A la surprise de son auditoire, Wolfgang Denk, directeur chez le grand électricien suisse Alpig, a pu déclarer en public, sans être contesté, que *« les éoliennes et les panneaux solaires ne sont pas de vraies centrales électriques, mais constituent un facteur de perturbation qui déstabilise le système et met à mal la sécurité d'approvisionnement »*.

A l'évidence, sauf refonte radicale, les dérèglements du marché ne feront que croître avec le développement des ENR, tant qu'il ne sera pas possible de stocker l'électricité de façon économique et massive, or en l'état actuel des recherches on est encore très loin du but. Faute de réintroduction d'un minimum de logique dans le système, il faut donc s'attendre à voir l'électricité verte déferler sur l'Europe de façon imprévisible et incontrôlée au point de faire sauter les plombs, pour peu que la météo s'y prête !

Les épisodes de prix de gros négatif de l'électricité observés à diverses reprises et notamment le 16 juin dernier devraient faire réagir : alors que les productions éolienne et photovoltaïque étaient maximales à un moment où la consommation était très faible, ce qui n'a rien

d'exceptionnel, des producteurs, EDF et d'autres, ont préféré écouler leur production à un prix négatif très significatif, plutôt que d'avoir à arrêter leur centrale et au bout du compte, RTE a dû faire déverser l'eau de barrages hydrauliques sans la turbiner : un beau gâchis d'énergie électrique ou d'énergie renouvelable, selon le point de vue. Ce qui ne veut pas dire bien entendu que le consommateur final ait vu sa facture baisser.

Devant de telles situations, on comprend mieux la démarche commune des grands électriciens européens auprès de la Commission européenne. Conduits par Gérard Mestrallet (GDF Suez), les présidents de 10 grands énergéticiens européens (allemands, espagnols, italiens, néerlandais, suédois, tchèques), bien que concurrents ont entrepris une démarche commune à Bruxelles et vont rencontrer les chefs d'Etat européens pour exprimer leurs soucis quant à l'avenir devant ce qu'ils appellent *le triple échec de l'Europe* en matière de sécurité d'approvisionnement (risque croissant de black-out), de compétitivité (augmentation des prix aux consommateurs) et de climat (remontée des taux d'émissions de CO2). En raison de la crise et de la baisse de la consommation qui en découle ces 10 électriciens ont déjà fermé l'équivalent de 51 réacteurs nucléaires, licencié des dizaines de milliers de travailleurs et, pour certains, du déclarer des pertes. Le mouvement va se poursuivre à l'avenir avec l'ajout de programmes supplémentaires de renouvelables, hors de toute réalité économique, et du fait des perturbations que cela engendrera.

L'hebdomadaire anglais *The Economist* parle de « *la menace existentielle à laquelle sont aujourd'hui confrontés les grands énergéticiens* » et souligne que tout indique que se prépare en Europe une crise énergétique majeure dans les 10 ans à venir. A ce jour la démarche entreprise par Gérard Mestrallet et ses collègues n'a pas abouti, encore qu'il semble qu'un vent, un peu nouveau, fasse frémir les fonctionnaires à Bruxelles et à Berlin.

L'AIE (Agence Internationale de l'Energie) par la voix de son économiste en chef, Fatih Birol, qui n'est pas précisément un diplomate, résume la situation de l'Europe de la façon suivante: « *Les prix de l'énergie causent des maux de tête à l'Europe, qui au fil du temps s'installent comme une migraine* ». Il plaide en faveur d'une meilleure efficacité énergétique, d'une exploitation du grand nombre de fournisseurs sur le marché du gaz pour faire baisser les tarifs, ainsi que d'un encouragement du gaz de schiste domestique, de l'énergie nucléaire et de nouvelles énergies rentables. Il qualifie en revanche la démarche allemande de tournant énergétique peu efficace. Pour lui, c'est clair, les renouvelables font visiblement plus partie du casse-tête que des solutions à la situation européenne.

Et cependant, en France, à part les doléances chroniques des lobbies de l'éolien et du solaire toujours en quête d'un plan de relance, une seule rengaine a cours : il faut fermer Fessenheim en 2016, répété sur un rythme lancinant ! Quel décalage, quel aveuglement, quelle absurdité : est-on si riche pour pouvoir se priver d'un outil efficace, rentable, sûr (l'ASN n'a-t-elle pas récemment autorisé la poursuite de l'exploitation pendant 10 ans) et contribuant à préserver le climat ? Pourquoi déstabiliser le tissu économique alsacien alors qu'on nous parle, avec raison, de priorité donnée à l'emploi et de ré-industrialisation du pays ? Pourquoi fermer Fessenheim en 2016 quand RTE (exploitant du Réseau de Transport d'Electricité) nous dit qu'il ne faut pas craindre de pénurie d'électricité en France, du moins avant 2016 et que, d'ores et déjà, il prend des mesures pour réaménager le réseau alsacien pour fin 2016 ? Une pénurie dans 3 ans, mais c'est demain ! Certes RTE ne parle pas de black-out, serait-ce que le mot ferait peur ? mais parle de délestages organisés, nous voilà rassurés. Jadis on parlait, pour l'énergie et l'électricité, de planification à long terme, une époque révolue, maintenant c'est la pénurie qu'on prévoit. Ce n'est pas propre à la France, l'Allemagne prévoit d'importer 20% de

ses besoins en électricité en 2050 mais sans jamais dire d'où pourraient bien venir ces 20%. Du Sahara ? c'est peu probable !

Le nucléaire est dangereux entendons-nous répéter en France sur l'air des lampions depuis des mois, il faut donc réduire très rapidement son importance, d'un tiers d'ici 2025, et plus au-delà ...mais personne ne nous dit que le gouvernement, soudain oublieux du danger, a autorisé EDF et AREVA à s'impliquer directement dans la renaissance du nucléaire anglais et à y investir des sommes importantes pour la construction de 2 EPR. C'est une très bonne nouvelle pour l'industrie française et un signal très important.

*N'en déplaise à certains, non, l'Allemagne n'est pas le seul modèle, non, l'avenir du nucléaire n'est pas mort à Fukushima !*

Il y aurait beaucoup d'autres points à évoquer mais nous craignons de lasser le lecteur. Nous en listons cependant quelques-uns, sans les développer :

- 1) le marché du carbone, pourtant très nécessaire, est agonisant et ce n'est pas la mésentente franco-allemande qui va conduire à le ranimer ;
- 2) l'Europe ne manifeste pas l'intention de revoir son Plan Climat 2020 (baisse de 20% des émissions de CO2 et 20% d'énergies renouvelables), et envisage plutôt la fuite en avant et d'accélérer le mouvement dans le cadre du Plan Climat 2030 ;
- 3) la saga du gaz de schistes, où décision est prise, puis confirmée, de ne pas l'exploiter avant même de savoir si notre sous-sol en contient, et combien ? Apparemment, il vaut mieux importer du gaz que de le trouver dans notre sous-sol ;
- 4) la consultation sur le stockage profond des déchets nucléaires les plus radioactifs (CIGEO) prévue par la loi mais que, dans un bel élan démocratique, les opposants ont décidé d'étouffer à seule fin de tuer l'industrie nucléaire car celle-ci n'aurait pas de solution pour gérer ses déchets.

**Bref, beaucoup de points où, comme on le voit, oui nous marchons sur la tête.**

Bernard Lenail